Pétition à la Chambre des communes réunie en Parlement

Attendu que :

Nous soussignés, résidents canadiens et pétitionnaires, désirons porter à l'attention de la Chambre des communes réunie en Parlement :

QUE depuis janvier 2011 la Tunisie avance d'un pas assuré vers la démocratie et semble réussir son pari comme en témoigne sa nouvelle Constitution. Cependant, les difficultés économiques sont réelles et rendent la transition démocratique difficile. Le taux de chômage des jeunes est très élevé, la marginalisation économique d'une grande partie du pays (Sud, régions non côtières) persiste, la menace sécuritaire impacte négativement le tourisme et toute l'économie. Dans ces graves difficultés, la Tunisie risque de ne pas tenir son pari. Elle a besoin d'être appuyée.

PAR CONSÉQUENT, les pétitionnaires demandent aux honorables Stéphane Dion, ministre des Affaires étrangères et député de Saint-Laurent ainsi que Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie et députée de Compton-Stanstead, d'intégrer la Tunisie au programme canadien de *développement international* des *pays en développement ciblés*. Il est plus que souhaitable qu'un pays comme le Canada, connu pour son ouverture et l'efficacité de ses programmes de développement internationaux, vienne en aide à la Tunisie pour la soutenir dans la poursuite de sa transition démocratique. Au plan économique, il faut soutenir notamment deux acteurs clés de la « Révolution de la dignité », les jeunes et les femmes, particulièrement dans les régions marginalisées. Les priorités sont aujourd'hui la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la corruption et un développement économique équilibré créateur d'emplois. L'aide du Canada est indispensable.

SIGNATURE	NOM (lettres moulées)	ADRESSE